

# CATASTROPHES :

## Prévision

## Prévention

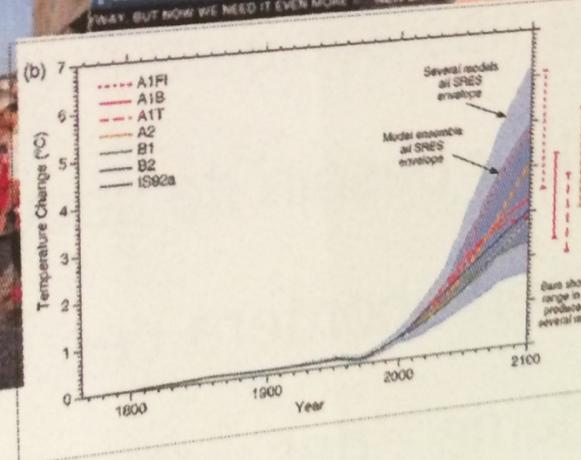
## Précaution



*Vivre avec les catastrophes :  
menaces, mémoire, récits*

Colloque 17 mai 2018

- CENTRE D'ALEMBERT -



Marie-Eve SAINT GEORGES,  
Université de Lille,  
[mesaintgeorges@gmail.com](mailto:mesaintgeorges@gmail.com)

# Traitement médiatique des catastrophes : les cas d' Haïti et du Japon

# PLAN et CHRONOLOGIES

Deux pays sur lesquels je me focalise,  
avec les cinq chronologies qui vont suivre :

- Une lecture des niveaux de vulnérabilités (politique, économique, financier, etc.) où **gouvernance voire corruption sont flagrantes.**
- Ces vulnérabilités n'apparaissent dans le **spectre médiatique que lors de crises.**
- La couverture et le récit médiatiques ignorent le passé, **le présent de la crise accapare les projecteurs.**
- **Quelle compréhension en ressort pour des publics de plus en plus mouvants ? Quel est le rôle des perceptions ?**

## Japon

7 I 1989 : Mort empereur 'Showa' HIROHITO, son fils Akihito lui succède

IV 1989 : scandale politico-financier fait chuter Gvmt Noburu Takeshita (formé X1987), remplacé par Sousouké UNO (en VI), avant recul PLD qui propulse Toshiki KAIFU comme PM

8 XII 1991 : après 50ème anniversaire attaque Pearl Harbor, MAE présente excuses USA

VII 1993 : G7 réunit à Tokyo. PLD perd les législatives (1ère fois depuis 1955), Kiichi Miyazawa remplacé par Morihiro HOSOKAWA

---

## Haïti

13 III 1989 : Constitution haïtienne (de 1987) partiellement restaurée

16 XII 1990 : Père Jean-Bertrand ARISTIDE élu Président d'Haïti

29-30 IX 1991 : coup d'État militaire du Gal CÉDRAS (ARISTIDE fuit au Venezuela)

IX 1993 : création de la MINUHA (mission observation). Déployée IV 1995

---



Autour  
de 1990

## Japon

IV 1994 : changements de PM à 2 reprises, Morihiro Hosokawa remplacé par Tsutomu Hata puis par Tomiichi MURAYAMA (VI 1994)

17 I 1995: Tremblement terre à Kobe (5 000 morts et dégâts importants)

20 III 1995 : attaque terroriste au gaz sarin dans le métro de Tokyo (secte Aum dissoute 30X)

## Haïti

19 IX 1994 : lancement opération 'SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE/ Restore Democracy' (21 000 soldats américains envoyés) ; Aristide rentre en octobre

14 XI 1994 : cyclone GORDON dans les Caraïbes

31 III 1995 : arrivée de la MINUHA (6 000 hommes), 'remplace' les américains

24 XI 1995 : émeutes à Port-au-Prince

17 XII 1995 : René PREVAL élu Pdt (87,9% des voix, avec aussi 72% abstention)

1994-1996

## Japon

11 VII 1997 : Début crise boursière et monétaire de grande envergure (Asie sud-est)

IV 1998 : Défaite PLD, sur fond de récession, entraîne démission Ryutaro Hashimoto et prise de fonction Keizo OBUCHI comme PM. Il annonce 8e plan (en 6 ans) de relance éco.

IV 2001 : Junichiro KOIZUMI remplace Yoshiro Mori comme PM, dans contexte de crise

IV 2000 : Yoshiro MORI remplace Kenzo Obuchi comme PM, puis gagne législatives (VI)

25 IX 2002 : visite Koizumi à Washington (rencontre aussi Kim Jong-II à Pyongyang)

## Haïti

26 XI 2000 : élection présidentielle boycottée par l'opposition remportée par Aristide (91,7%)

29 II 2004 : Aristide signe lettre démission et quitte Haïti (trouve refuge en Centrafrique, puis Afrique du Sud le 31V2004). Pdt US, GW Bush, donne ordre déploiement aux Marines en Haïti

18-19 IX 2004 : cyclone JEANNE ravage pays (2 000 morts, 250 000 sans-abris)

Fin des années 1990 –  
début des années 2000

## Japon

5 VII 2006 : Le Japon saisit le Conseil de sécurité de l'ONU, suite au lancement de missiles en mer du Japon (suite aux lancements déjà effectués II 2003, en mer Japon, puis nouvelles menaces de la Corée du Nord)

26 IX 2006 : Victoire du PLD, Shinzo Abe devient PM

9 I 2007 : Signature accord-cadre sur coopération nucléaire civile entre USA et Japon

29 VII 2007 : Victoire du PDJ aux élections législatives (Fukuda Yasuo devient PM le 25IX, avant d'être remplacé par Aso Taro 1 an plus tard)

I 2009 : Le Japon entre en récession (la pire depuis 1973), annonce d'un plan de relance de 115milliards €

30 VIII 2009 : Victoire du PDJ aux élections législatives (Yukio Hatoyama, PM 16IX)

## Haïti

7 II 2006 : René Préal élu à nouveau Pdt

5 XI 2007 : tempête tropicale Noël dévaste Haïti et la République dominicaine

VIII-IX 2008 : série de cyclones en Haïti (800 morts, centaines de milliers de sans-abris)

Autour  
de 2006

## Japon

2 VI 2010 : démission de Yukio Hatoyama, suite au scandale financier (Naoto Kan le remplace)

14 IX 2010 : Naoto Kan réélu à la présidence du PDJ, mais n'a pas de majorité au Parlement

9 III 2011 : Séisme de 7,3 sur l'échelle de Richter enregistré au large des côtes nord-est du Japon (aucun blessé ni dégâts)

11 III 2011 : L'Agence météorologique japonaise émet une alerte au tsunami

12 III 2011 : L'Agence de presse Kyodo rapporte que les autorités japonaises ont entrepris d'évacuer 20 000 habitants de la région de Fukushima, avant le classement en niveau 4 d'un accident à la centrale de Fukushima-Daiichi (Agence japonaise sûreté nucléaire)

10 VII 2011 : un séisme touche le nord-est du Japon ?

11 IX 2012 : le Japon nationalise les îles Diaoyu

18 V 2013 : la Corée du Nord lance 3 missiles courte portée à partir de sa côte orientale (mer Japon)

## Haïti

12 I 2010 :  
Un séisme de 7 sur l'échelle de Richter frappe Haïti (bilan – selon autorités – 220 000 morts et 300 000 blessés ainsi que plus de 1 million de sans-abris et 1,5 million de sinistrés)

16 I 2011 : l'ancien Pdt à vie Jean-Claude Duvalier rentre en Haïti (après 25 d'exil)

18 III 2011 : l'ancien Pdt Jean-Bertrand Aristide rentre en Haïti (après 7 ans d'exil)

5 IV 2011 :  
Michel Martelly est élu Président (67,5 % suffrages)

2010-2011

# A partir de ces CHRONOLOGIES, la mise en lumière de points saillants

## **Quel discours créé l'événement ?**

- Haïti cherche un développement nouveau, juste avant le tremblement de terre. Mais toutes les infrastructures sont créées au détriment de protections (antisismiques par exemple, une simple pluie provoque des morts) et sur un imaginaire de guerre des gangs.
- En janvier 2010, ce sont aussi de nombreux espoirs qui s'écroulent. Le Palais présidentiel éventré est l'une des images les plus diffusées, avec des centaines de milliers d'Haïtiens secourus sous les tentes du Champ de Mars.
- Le niveau de fragilité semble aujourd'hui le même que fin 2009.

# Haïti, l'hyper déploiement

## ***Port-au-Prince, entre la vie et les morts***

*Dans les rues de la capitale haïtienne, l'envoyé spécial de «Libération» a rencontré des survivants désespérés qui attendent les secours au cœur du chaos.*

*« L'homme s'éponge le front et ôte le bandeau de chiffon blanc qui lui recouvre la bouche pour aspirer une goulée l'air. Il a terminé sa besogne. A ses pieds, un corps emmaillotté dans un drap blanc. Quelques taches de sang affleurent à travers le coton. C'est sa femme (...) » (texte in extenso slides31-32)*

Par [Christophe Ayad, Envoyé spécial en Haïti](#) — 15 janvier 2010 à 00:00

**MOTS-CLÉS :** #KO debout #gangrène #bandits #anarchie #



Deux habitants de Port-au-Prince parmi les corps de victimes du séisme devant la morgue de la capitale haïtienne (SOURCE : **AFP Juan Barreto**)

# Des traitements médiatiques

- La monstration de morts ne semble pas poser de problème
- La monstration qui fait pleurer dans les chaumières
- LES DONNS, poussera René Prével à qualifier son propre pays de « République des ONG »

« *Cette aide qui ne permet pas la reconstruction mais qui interroge uniquement sur la destination finale des fonds annoncés (...), on peut appeler cela le capitalisme du désastre.* », Claude Joseph, statisticien haïtien installé aujourd'hui à New York y voit aussi la volonté très explicite de fabriquer un monde meilleur et plus sûr après une catastrophe, « *Cela me fait penser aux lendemains de l'ouragan Katrina qui avait balayé la Nouvelle Orléans, en 2005. Tout le monde voulait reconstruire en mieux* »

« *Et les journalistes ont eux-mêmes leurs propres termes de référence et leurs propres cadres de référence.* » Cela se vérifie à la fois par un faible accès à l'information, quand toutes les liaisons avec l'extérieur sont coupées ou pour des populations qui fuient une zone géographique. En France, et en Belgique, de la part d'auditeurs ou de lecteurs qui se tournent vers un seul média pour s'informer. Il semble donc pour Claude Joseph qui étudie à New York que « *la réalité peut s'avérer différente* », en matière de traitement médiatique.

« *Les ONG ont besoin de cette couverture médiatique pour capter des fonds, pour faire pleurer dans les chaumières* », Jean-Michel Caroit (*Le Monde*).

# Du traitement médiatique aux répercussions politiques

## ➤ René Préval dépassé par Michel Martelly

La question des sources se pose plus spécifiquement. « *Souvent, [les journalistes] citent les sources des Ambassades qui expriment un point de vue officiel, soit du gouvernement, soit de la communauté internationale (...) Parfois, ils citent quelques responsables d'organisations non-gouvernementales très proches des instances officielles* », Joël Boutroue. Ancien Représentant Spécial adjoint du Secrétaire Général en Haïti : « *lors du processus électoral, les médias n'y ont vu que du feu* », au sujet du processus de 2011 qui a vu la victoire de Michel Martelly à l'élection Présidentielle.

Et la situation politique qui précède le tremblement de terre n'était déjà pas bonne. « *Ce qui va empirer après le 12 janvier (...) Jusqu'à ce qu'un Président quasiment inconnu de la sphère politique n'émerge, lors des élections qui suivent. Michel Martelly est la résultante de la mauvaise gestion du pays* ». La journaliste belge, Véronique Kiesel parle de « *l'impression qu'on organise des élections parce qu'il faut des élections* ».

« *Haïti n'a cessé de s'enfoncer dans la crise depuis la fin de la dictature duvaliériste, avec une succession de coups d'État, au début* », Jean-Michel Caroit, journaliste au Monde, « *jusqu'à une crise politique qui donne l'impression d'une incapacité de monter des élections pour doter le pays d'un exécutif et d'un législatif légitimes* ».

Japon, mars 2011

# A partir de ces CHRONOLOGIES, la mise en lumière de points saillants

## **Quel discours créé l'événement ?**

- Toutes les centrales nucléaires japonaises tournent à plein régime, début 2011.
- L'enchaînement des crises à gérer (tremblement de terre, puis tsunami suivi des explosions à la centrale de Fukushima-Daiichi) provoque un afflux de la population vers le Sud de l'archipel japonais.
- L'impact et les inconnues liés au mensonge politique remettent en cause le nucléaire bien au-delà du Japon.
- Toutes les centrales nucléaires sont momentanément mises à l'arrêt puis redémarrées.

# Japon, la peur tétanise

Dans une autre mesure, le rôle attribué aux médias japonais principalement pose question. David McNeill travaillait pour plusieurs médias britanniques, mais aussi pour l'organe public le plus connu – la NHK – en 2011 : « *Au Japon, on entendait la plupart des médias dire que tout était sous contrôle et qu'il n'y avait pas de raison de paniquer* ».

Même chose pour le documentariste japonais Kenichi Watanabe : « *Quand je suis au Japon, du 11 au 14, j'ai l'impression de voir du théâtre à la télévision. Le décalage entre la réalité et ce qui est diffusé sur les mass-médias* » est immense.

Les catastrophes naturelles en série donnent lieu à une crise nucléaire asiatique, en 2011, dans l'ensemble de la région. « *Le nuage de Fukushima est comme le nuage de Tchernobyl* », considère le journaliste Richard Werly. « *Il y a une espèce d'alerte nucléaire sur l'Asie (...) Par ricochet, il y a une crise gouvernementale. Et enfin, il y a une crise existentielle du Japon qui, d'un seul coup, se retrouve prisonnier d'un système nucléaire.* » Le politique sera au centre des polémiques. Et le Premier ministre Naoto Kan ira jusqu'à présenter des excuses. La sincérité de celles-ci sont mises en cause. « *Les excuses du gouvernement japonais sont aussi une excuse de leur ignorance et de leur mauvaise gestion* ».

# Du traitement médiatique aux répercussions politiques

L'impossible approche de la préfecture de Fukushima, l'imaginaire de l'irradiation prend le dessus.

Les mensonges engendrent les premières contestations, devant la résidence du Premier ministre japonais.

➤ Naoto Kan contesté, le retour de Shinzo Abe quelques mois après la catastrophe de Fukushima-Daiichi.

*« Le politique réagit. Il change, reconstruit et se prépare. Une catastrophe naturelle amène du changement. Depuis 2011, on est dans cette situation, c'est-à-dire le changement. Ce changement est actuellement plutôt réactionnaire »*, Kenichi Watanabe

Il nomme d'ailleurs le va-et-vient entre les deux périodes – celle qui ressemble à une période de va-t-en guerre, par opposition à une période plus résolument tournée vers l'expansion économique et un rapport plus apaisé au contexte politique – de 'totalitarisme démocratique' (K. Watanabe).

**Le déroulé des faits s'éclaircie des mois voire des années après, faute de discours vrai.**

***Nearly five years after the nation's worst nuclear accident, Tokyo Electric Power Co. has admitted that its staff failed to follow damage assessment guidelines, according to which they should have reported the meltdowns almost immediately.***

*A Tepco spokesman on Wednesday said the company's Disaster Management Manual requires a reactor to be declared "in meltdown" if 5 percent or more of its fuel rods are determined to be "damaged."*

*Tepco knew the extent of the damage early on. As of March 14, 2011, it estimated that 55 percent of the fuel rod assemblies of the reactor No. 1 and 25 percent of those at reactor No. 3 were "damaged," based on the levels of radiation detected, Tepco spokesperson Yukako Handa told The Japan Times by phone.*

*Yet, despite widespread public skepticism at that time, the company refused to use the word "meltdown" for a period of about two months.*

*On March 12, one day after the tsunami knocked out power and cooling facilities, Koichiro Nakamura, a senior official at the now-defunct Nuclear and Industry Safety Agency, told a news conference that a "meltdown of a reactor's core" may be taking place at the Fukushima plant, given the radiation levels detected.*

**24/02/2016, SOURCE :**

<https://www.japantimes.co.jp/news/2016/02/24/national/tepcO-admits-initial-assessments-fukushima-meltdowns-wrong/#.WvzlUKSFPIV>

# Du mensonge au récit inaudible



# *Un récit de Fukushima, Le directeur parle*

Dans **‘Machines et temporalités’**, le nœud de cette machine médiatique est révélée.

« *Le récit du directeur de la centrale de Fukushima Daiichi, Masao Yoshida, rompt radicalement avec cette construction utopique. Yoshida, directeur d’une installation détruite et confronté à un dénuement inédit durant quatre jours, ne s’en prend pas à Yoshida [lui-même], l’ingénieur du siège en charge, quelques années plus tôt, de protéger son expérience, à la limite du communicable, sa résurrection après l’anéantissement psychologique, son combat contre des réacteurs hors de contrôle et l’ingéniosité de ses équipes, qui vont contenir seules la fusion des réacteurs (...)*

*Nous interprétons alors les accidents industriels comme un rappel brutal à la réalité de la violence des machines. Le témoignage de Yoshida montre que le choc de la perte de contrôle induit **un bouleversement de la temporalité.** » (texte in extenso slide38)*

Deux catastrophes, des points communs  
dans le récit de l'immédiat

# Récits de catastrophes & temporalité

De l'effondrement haïtien aux accidents en série au Japon, cette temporalité de la catastrophe révèle le nœud du traitement médiatique.

Pas d'accès à Haïti avant plusieurs jours, un périmètre de sécurité et une zone d'évacuation autour de Fukushima.

Réseaux sociaux et chaînes d'information en continue ne peuvent expliquer des faits, car les terrains sont partiellement inaccessibles. Et, paradoxalement, de très nombreuses disponibles pour témoigner selon les angles de vue.

Au final, comprend-on vraiment l'événement au présent mais surtout, de ces implications politiques, économiques et environnementales ?

# Traitement médiatique et perceptions

Quel que soit le point de vue (jusqu' à l' absence de couverture journalistique sur les terrains effondrés, comme en 2011, autour de Fukushima), le sociopolitique prime sur la compréhension de l' événement.

**Et dans nos perceptions, serions-nous coincés par nos propres représentations (culturelles, 'néocoloniales', économiques, etc.) ? Le rôle supposé de médiateur associée au journaliste passerait-il au second plan ?**

Ainsi, les Japonais seraient perçus comme calmes, obéissants et sachant se relever après une catastrophe et un problème technique ; quand les Haïtiens seraient 'incapables', furieux quand la nature se déchaîne, sans potentiel d' infrastructures durables et considérée comme l' arrière-cour des Etats-Unis d' Amérique.

*« La prégnance des médias généralistes, écrits et audiovisuels, visant tous les publics, complexifie le travail historiographique contemporain. Par elle, l'objet ou la matière brute, disparaît presque immédiatement pour devenir un document (un support d'information). Celui-ci est utilisé par les groupes de pression comme 'preuve' pour défendre une idéologie ou une posture.*

*En face, les opposants vont amener ou créer d'autres documents, éloignant encore davantage le discours construit de la réalité des faits. Ce phénomène médiatique va de pair avec l'invention de groupes de pression qui ne s'organisent et ne tirent leur cohésion que par le liant du média utilisé. »*

Régis LATOUCHE, 'Le fait', In *Histoire, mémoire et médias*, Bruxelles, éd. Bruylant, 2009

## Le fait

**Le fait est interprété  
par un support  
médiatique**

dans la presque immédiateté

## L'interprétation

est acceptée par des  
lecteurs à l'idéologie  
commune



## Le système de diffusion des médias

fédère les  
lecteurs qui  
deviennent, de  
fait, des groupes  
de pression

Les lecteurs de  
l'autre support  
médiatique  
adhèrent à la  
réfutation de  
l'interprétation

## L'interprétation

est réfutée par un  
autre support  
médiatique



## Ces groupes de pression

influent sur leur support médiatique  
qui répond aux attentes en défendant  
le point de vue de son lectorat

## Le fait disparaît

au profit du  
discours sur son  
interprétation

# À propos d'Haïti en 2010 (C. Ayad vs C. Joseph)

Christophe Ayad : « ***Je pense n'avoir jamais vu autant de morts qu'en Haïti*** ». « ***D'un coup, on comprend l'ampleur de la chose. Il y a des gens en train de pleurer des corps emballés dans des draps. D'autres sont en train d'essayer de sortir à mains nues des personnes d'un immeuble effondré*** »

*Les traces des effondrements offriront au mieux de nouvelles figures héroïques. L'Histoire, elle, se résume immédiatement à cette entreprise de reconstruction que les Haïtiens appelleront le 'relèvement'. Haïti « est un endroit qui porte son histoire, comme un poids mais aussi comme un étendard. Il y a de surcroît des gestes et une façon de se raconter que je n'ai trouvé qu'en RdCongo. Il y a une capacité à transformer son récit et son destin en verbe, en lui donnant la dimension d'une épopée »*

Claude Joseph contribue régulièrement à une analyse, statistique entre autre, après les processus électoraux. Il évoque ces « ***lunettes stéréotypées*** » que portent les journalistes qui viennent ponctuellement couvrir ces processus électoraux, mais également lorsque des catastrophes naturelles se produisent. Et de ce fait, les Haïtiens seront, selon Claude Joseph, régulièrement vus de façon stéréotypée. (texte in extenso slide35-36)

S'agissant des clés de compréhension, destinés aux lecteurs, Christophe Ayad ne prend, lui non plus, aucun détour : « ***Je suis un peu persuadé maintenant que les gens lisent non pas pour comprendre, mais pour valider ce qu'ils pensent savoir, ce qu'ils croient ou ce qu'ils ont envie de croire*** » (entretien MFCG 2016)

# À propos du Japon en 2011 (K. Watanabe)

« **Les séismes et les catastrophes naturelles sont une spécialité japonaise !** ». Le journaliste-réalisateur Kenichi Watanabe a grandi à Tokyo : « On est toujours sur le qui-vive. »

S'agissant de clichés véhiculés à l'endroit des Japonais, sages et obéissants, le documentariste réagit catégoriquement : « **Quand on dit que les Japonais sont très calmes... Et justement, si l'on dit qu'un Japonais est aussi obéissant, cette posture renvoie selon moi à celle d'un mouton qui a tout suivi, toutes les directions, y compris le totalitarisme** ».

Le rapport torturé à l'histoire constitue la matrice de l'auteur Japonais. Car, « *Il faut aussi que le gouvernement soit fort. Un gouvernement fort, cela rejoint cette idée d'un gouvernement autoritaire, totalitaire, d'une politique nationaliste.* » Cet aspect caractérise particulièrement le regard de Kenichi Watanabe : « *Il suffit d'une toute petite chose pour que l'on bascule de l'un à l'autre, d'une démocratie à un État totalitaire.* »

# En guise de conclusion

*« Du moment où l'on admet que l'histoire de l'esprit humain est la plus grande porte ouverte à nos investigations, toute recherche pour éclairer un coin du passé prend une signification et une valeur.*

***Il est, en un sens, plus important de savoir ce que l'esprit humain a pensé sur un problème que d'avoir un avis sur ce problème ; car lors même que la question est insoluble, le travail de l'esprit humain pour la résoudre constitue un fait expérimental qui a toujours son intérêt »***

Ernest Renan, *L'avenir de la science*

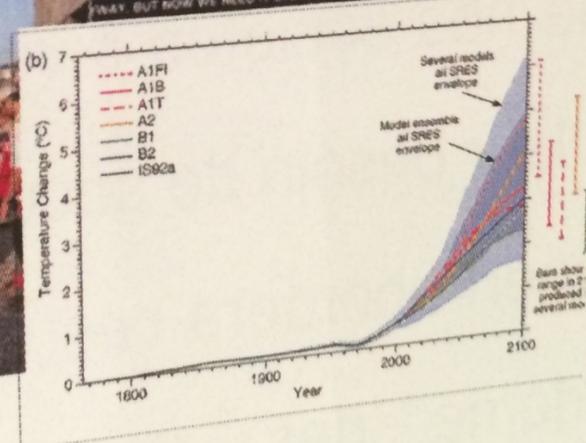
(In *La Nation, la religion, l'avenir*, François Hartog, 2017)

# CATASTROPHES :

## Prévision

## Prévention

## Précaution



**Merci de  
votre  
attention !**

Bibliographie, Annexes (et textes in extenso)

# BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Arendt Hannah, *Penser l'événement*, traduction de Claude Habib, Belin, 1989, 267 p.

Arquembourg Jocelyne, *L'événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics (1755-2004)*, Paris, éd. Archives contemporaines, 2011, 191 p.

Ayad Christophe, *Reporter de frontières*, Paris, Alma éditeur, 2012, 241 p.

Balle Francis, *Le choc des incultures*, Paris, L'Archipel, 2016, 143 p.

Boucheron Patrick, *Ce que peut l'histoire*, Paris, Fayard, 2016, 185 p.

Camus Albert, *Actuelles, Écrits politiques (Chroniques 1944-1948 dans Combat)*, repris en 1950, Paris, Gallimard, 270 p.

Charon Jean-Marie, *La presse quotidienne*, 3e éd., Paris, La Découverte, 2013, 128 p. (Coll. Repères)

Chomsky Noam & Edward S. Herman, *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*, Londres, Vintage, 1994, 432 p.

Gabszewicz Jean J., Laussel Didier, Sonnac Nathalie, *Press advertising and the political differentiation of newspapers*, *Journal of Public Economic Theory*, 2002, vol. 4, n° 3, pp. 317-334

Jarvis Jeff, *Times Deselected*, *Buzz Machine*, Septembre 2007 [en ligne, réf. 14/10/10, disponible sur : <http://www.buzzmachine.com/2007/09/17/times-deselected/>]

Lagarde Stéphane, Baratier Mathieu et Yi Wang, *Aujourd'hui la Chine*, Paris, 2011, Casterman, 80 p.

Mathien Michel (dir.) et Régis Latouche, *Histoire, mémoire et médias*, Bruxelles, éd. Bruylant, 2009 (Coll. Médias, Sociétés et relations internationales)

Matvejevitch Predrag, *Pour une poétique de l'événement*, Paris, éd. 10/18, 1991, 311 p.

McNeill David & Birmingham Lucy, *Strong in the rain : surviving Japan's earthquake, tsunami, and Fukushima nuclear disaster*, Ed. Paperback, 2014, 264 p.

Ménage François-Xavier, *Fukushima, le poison coule toujours*, Paris, Flammarion, 2016, 195 p.

Métellus Jean, *Haïti, une nation pathétique*, 2003, éd. Maisonneuve & Larose, 294 p.

Péan Leslie J. R., *L'économie politique de la corruption, le saccage 1915-1956* éd. Mémoire, 2000, 607 p. (troisième tome, après *De Saint-Domingue à Haïti 1791-1870* et *L'État marron 1870-1915*)

Rieffel Rémy, *Que sont les médias ?*, Paris, Gallimard (Coll. Folio Actuel), 2005, 544 p.

Stiegler Bernard, *Dans la disruption*, Paris, éd. Les liens qui libèrent LLL, 2016, 469 p.

Thomas Frédéric, *L'échec humanitaire, le cas haïtien*, éditions Couleur livres, Bruxelles, 2013, 74 p.

Valéry Paul, *OEuvres Tome 1*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1957, 1872 p.

Wargny Christophe, *Haïti n'existe pas*, éd. Autrement, 2011, 286 p.

# PAPIER Libération (C. AYAD, in extenso)

**Dans les rues de la capitale haïtienne, l' envoyé spécial de «Libération» a rencontré des survivants désespérés qui attendent les secours au cœur du chaos.**

L' homme s' éponge le front et ôte le bandeau de chiffon blanc qui lui recouvre la bouche pour aspirer une goulée l' air. Il a terminé sa besogne. A ses pieds, un corps emmailloté dans un drap blanc. Quelques taches de sang affleurent à travers le coton. C' est sa femme. Lorsque la terre a tremblé, mardi, Adrien Saint-Louis était chez lui, dans la banlieue de Bariajour, avec ses deux enfants, un garçon de 9 ans et une fille de 13 mois. Micka, sa femme, était encore au travail, à l' ONU, avenue Christophe, dans la boutique de photocopie qu' ils tiennent tous les deux. Elle a été ensevelie sous les décombres, avec plusieurs autres. Adrien a attendu tout un jour. Il fallait s' occuper des enfants, sortir les matelas pour dormir dehors parce que *«la maison est scellée et on a peur que ça bouge à nouveau»*. Hier matin, il est venu avec deux beaux-frères, muni d' une petite scie, un marteau, un burin, de gants en caoutchouc et de masques de fortune. *«Personne n' a commencé à se déployer, alors on a décidé de se débrouiller tout seuls. Ici, c' est comme ça, c' est chacun pour soi.»*

**KO debout.** Ils ont travaillé une bonne heure pour dégager le corps de Micka qui affleurerait du béton et de la ferraille. La veille, un homme a été dégagé vivant au même endroit. Il serait à l' hôpital, avec de multiples fractures. *«Maintenant, on ne sait pas comment la ramener, raconte Adrien, les yeux baissés vers la civière. Il n' y a pas de transports, pas de morgue, pas de nourriture, tout est arrêté. Je ne veux pas la laisser là, dans la rue.»* Un peu partout, des cadavres barrent les trottoirs en attendant d' être emportés. Sur la rue Saint-Honoré, qui mène à l' hôpital général, un homme gît sur le dos, une femme émerge d' une bouche d' égout comme si elle tentait de s' extirper, dans un effort désespéré, Les vivants passent leur chemin sans jeter un œil, se bouchent parfois le nez ou plaquent un mouchoir. Pas le temps, ils avancent l' air hagard ou affairé.

Les commerces sont fermés, les transports publics à l' arrêt, il n' y a plus d' essence, ou elle se monnaye à prix d' or. Port-au-Prince est une ville qui marche, KO debout, comme un somnambule. La foule ressemble à une armée en déroute, avançant résignée sans savoir où diriger ses pas. Certains portant ce qu' il leur reste d' affaires sur la tête, dans une valise, un baluchon, une bassine, une chaise.

Un attroupement permanent bouche l' entrée de l' hôpital. Les pick-up de la police passent en trombe. Chargés de corps. Mais la plupart des cadavres arrivent en charrette à bras, comme cette femme déjà obèse dont le corps nu a triplé de volume sous la chaleur. La morgue, qui a reçu 1000 à 1500 corps, déborde. Le directeur avoue son impuissance: *«Nous n' avons jamais vécu une situation pareille, la moitié du personnel est touchée, l' autre moitié débordée.»* Une femme passe en hurlant: *«Papa! Jésus! Papa! Jésus!»* Le vieux bâtiment, très endommagé par le séisme, a été entièrement évacué. Les malades campent dans le jardin, rejoints par des milliers de blessés venus en espérant trouver des soins.

Le carré d' herbe est devenu un champ de supplice. Chaque minute, un nouveau blessé arrive: un homme porte sa fillette couverte de poussière blanche à bout de bras, l' air implorant. Elle respire encore. A côté, un homme balbutie sur son lit, mimant à l' infini la terrible secousse qui a détruit sa chambre. Des familles entières sont venues s' installer ici, faute de logement.

**Gangrène.** Marie-Georgette, une infirmière au chômage, a accouru dès le premier jour. *«De quoi on manque? De tout: médecin, infirmière, lits, médicament, produits.»* Elle exhibe sa trousse: l' alcool et la bétadine sont presque terminés, il n' y a plus de gaze ni de sparadraps. *«Depuis trois jours, j' ai bu un petit Coca, et c' est tout, je ne peux rien faire pour eux, seulement être là. Les pharmacies sont détruites ou fermées, de peur des pillages.»*

# PAPIER Libération (C. AYAD, in extenso)

Un homme allongé sur un sommier à ressorts l'implore du regard: il a le crâne ouvert et la jambe gagnée par la gangrène. Son meilleur ami le veille: *«Il est comme mon fils, je l'ai élevé, je ne peux pas le laisser partir comme ça.»* Les mains se tendent par dizaines. *«Monsieur, faites quelque chose, s'il vous plaît, ne nous laissez pas!»* Tout le centre-ville a été ravagé, même les vieux bâtiments coloniaux que l'on pensait construits pour l'éternité. La cathédrale semble avoir subi un bombardement. Le Palais national, celui du président, a été comme décapité par la main d'un géant; sa coupole a glissé telle une meringue fondue. La caserne de Saline est en ruines. L'Hôtel des impôts s'est effondré sur lui-même, tout comme le ministère des Finances, celui de la Justice, ainsi que le tribunal. La résidence de l'ambassade de France est à moitié effondrée.

Il ne reste rien du lycée Alexandre-Pétion, *«fondé en 1816»* précise une inscription sur la façade. La plupart des élèves avaient terminé les cours à 16 heures, mais beaucoup d'écoles et d'instituts universitaires privés fonctionnaient encore à l'heure du séisme. Même les églises n'ont pas résisté, il ne reste parfois que le crucifix ou la façade, comme un golgotha. Le tremblement de terre a décapité le sommet de l'Etat (lire page 5), et la société marche désormais comme un canard sans tête. Les bidonvilles aux constructions basses et en tôle semblent avoir moins souffert. Le nombre de bicoques détruites augmente au fur et à mesure que l'on s'approche du centre. Certains pâtés de maisons se sont effondrés alors qu'à côté, inexplicablement, d'autres sont intacts. Parfois, c'est le premier étage, resté entier, qui a écrasé le rez-de-chaussée. Comme au café la Force du Lion, dont la façade est tombée comme un rideau.

**bandits.** Certaines rues sont obstruées par des camions renversés, des voitures aplaties ou des toits en béton. Faute d'aide et de secours, des milliers d'habitants sont venus s'installer place du Champ de Mars, devant la présidence. Ils sont livrés à eux-mêmes, sans eau, sans électricité, sans nourriture. Ils sont terrorisés par les secousses sporadiques qui secouent la ville. Isdras Poncelet a perdu sa cousine *«Marmotte, partie pour l'éternité»*. *«Notre maison s'est effondrée. Elle est la seule à n'avoir pas eu la chance de survivre. Nous n'avons plus rien du tout, même pas une couverture, un petit matelas. L'argent que j'avais en poche, je l'ai dépensé en boissons gazeuses et en biscuits. Tout est devenu tellement cher. Nous vivons à la merci.»*

Mais il préfère rester sur cette vaste esplanade encombrée de familles et de détritrus, protégé du soleil par des draps tendus entre les arbres, plutôt que de rentrer dans son quartier. *«Ma maison est à côté du pénitencier. Quand il y a eu la secousse, les prisonniers bloqués à l'intérieur l'ont incendié pour s'échapper car les gardiens avaient pris la fuite. Maintenant, la ville est pleine de bandits.»* Des tirs ont retenti près de l'aéroport et dans le centre-ville; des rumeurs de pillage de magasins ou d'habitants cherchant à se protéger circulent.

**Anarchie.** La police passe avec des haut-parleurs, demande aux habitants de ne plus se déplacer. Cette situation d'abandon et de vide du pouvoir risque de tourner à l'anarchie si elle se prolonge encore vingt-quatre ou quarante-huit heures. On redoute que, faute d'arrivée rapide et massive d'eau et de nourriture, des attaques se produisent directement auprès d'habitations encore préservées.

La police haïtienne est débordée. Quant à la Minustah, la force des Nations unies, elle a été durement touchée. Les numéros 1 et 2 de la mission, le Tunisien Hedi Annabi et le Brésilien Luis Carlos Da Costa, seraient morts sous les décombres du quartier général. Le bâtiment de six étages s'est effondré comme un mille-feuille. Plusieurs dizaines de personnes seraient encore sous les gravats. Le QG a été déplacé près de l'aéroport. C'est la Minustah, forte de près de 10 000 hommes, qui est censée sécuriser les opérations de secours. Il lui avait fallu plusieurs années pour rétablir le calme en Haïti après le départ mouvementé de l'ex-président Aristide en 2004.

Alors que le comité international de la Croix-Rouge annonce un bilan entre 45 000 et 50 000 morts, la population de Port-au-Prince redoute, elle, une chose: le retour de la violence.

# Best practices & occasion missed (en langage onusien)

***Le PNUD estime que malgré les avancées enregistrées en six ans, la déforestation et la dégradation des écosystèmes accentuent la vulnérabilité du pays.***

*Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), depuis, Haïti est sorti de la phase de relèvement humanitaire et a enregistré des progrès socio-économiques importants. Toutefois, le pays fait face à des difficultés importantes (...) Sur son site Internet, le PNUD estime que 100% des 10 millions de mètres cubes de débris ont été enlevés des rues et plus de 20% recyclés. Plus de 96% des personnes déplacées sont rentrées chez elles. »*

En 2015, le premier Guide méthodologique national pour la réduction des risques naturels en zone urbaine a été lancé, avec le financement de l'Union européenne. « Véritable outil d'aide à la décision, ce guide présente des techniques et démarches précises d'identification et de caractérisation des risques naturels (séismes, tsunamis, mouvements de terrain, inondation, ouragan), de gestion et de prise en compte de ces risques dans l'urbanisation et l'aménagement du territoire tout en proposant des règles simples de bon usage du sol ». La déforestation et la dégradation des écosystèmes accentuent la vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles. **Le pays est régulièrement dévasté par des tempêtes tropicales et des cyclones aux conséquences aggravées par l'importante déforestation du pays. Cette déforestation a détruit les sols de terres cultivées fertiles et contribué à la désertification. L'érosion a été sévère dans les secteurs montagneux. En plus du ravinement, le déboisement est la cause d'inondations périodiques, comme le 17 septembre 2004.** Étant donné les différences environnementales importantes selon les régions, le PNUD apporte une assistance à Haïti dans le domaine de la gestion des écosystèmes.

<http://lematin.ma/journal/2016/la-degradation-des-ecosystemes-accentue-la-vulnerabilite/240453.html#sthash.hdynC5dX.dpuf>

Depuis Ayiti, Haïti ne suit pas le même développement que sur l' autre côté de l' île d' Hispaniola



# La diaspora haïtienne s'exprime (1/2)

**Par Claude Joseph et Lea Perceval \***  
Soumis à AlterPresse le 2 février 2016

Dans son livre « *The shock doctrine* » [1], Naomi Klein, une journaliste militante d'origine canadienne, s'est évertuée à montrer comment des groupes d'intérêts, animés d'objectifs souvent lucratifs, peuvent profiter des moments de crises pour imposer à une population psychologiquement angoissée des projets incompatibles à l'intérêt général – une technique que l'auteure appelle « **la stratégie du choc** ». Du coup d'Etat de Pinochet au Chili en 1973 au tsunami qui dévasta les côtes du Sri Lanka en 2004 et le cyclone Katrina détruisant la Nouvelle-Orléans en 2005, Klein raconte l'histoire des *opportunistes du désastre* profitant des chocs auxquels sont soumis les sociétés pour mettre en œuvre des plans de réformes drastiques en très peu de temps, mais qui à la longue allaient avoir des conséquences néfastes sur les catégories socio-économiques les plus vulnérables.

Ce texte qui est une critique virulente du système capitaliste « *ultralibéral* » ne traite pas nécessairement les crises de types post-électorales caractéristiques de la situation actuelle du pays. Ceci, cependant, n'empêche pas cela, d'autant que personne ne peut prétendre ignorer que chaque crise politique en Haïti soit porteuse de bien-être pour certains et de mal-être pour d'autres. En ce sens, la présente conjoncture exhume de l'oubli plusieurs mésaventures historiques qui appellent à la prudence et à la vigilance. La plus récente est celle de 2004, une année marquée par des soubresauts politiques provoqués par la démission de l'ancien président Jean Bertrand Aristide. Alors que la population était en état de choc, le **Caribbean Marine** et le **Sub Sea Research**, deux compagnies étrangères, se lancèrent dans des opérations d'exploration et d'exploitation – assimilables à la piraterie – du patrimoine subaquatique du pays dans les eaux à proximité de l'Ile-à-Vache. Dans un article intitulé « *Dans les eaux troubles de l'Etat* » [2], Le Nouvelliste détaille les résultats d'une enquête qu'il diligenta sur les informations troublantes relatives à la déprédation des richesses subaquatiques lors des plongées de prospections par les deux compagnies susmentionnées. Des informations recueillies par le quotidien indiquent que ces deux chasseurs de trésors avaient été autorisés par l'Etat haïtien dans le cadre d'un accord bidon signé le 27 Août 2004 en présence du Premier Ministre Gerard Latortue, par les ministres Henri Bazin du MEF, Daniel St-Lot du Commerce et de l'industrie et Magalie Comeau Denis de la Culture et de la communication. Le Sun Journal rapporte qu'il s'agissait d'un contrat dont 65% des découvertes revenaient au Sun Sea Research alors que 35% uniquement allaient au gouvernement haïtien [3].

Si ce n'étaient les voix de quelques citoyens de la société civile, ces corporations bénéficieraient des profits faramineux vu que d'après des spécialistes en muséologie, en archéologie sous marine et en histoire de la caraïbe, les trésors archéologiques subaquatiques d'Haïti sont évalués à des dizaines de milliards de dollars américain [4]. Cette stratégie du choc mise en œuvre par des multinationales dans un tel moment de bouleversements politiques en Haïti rappelle l'implication de la International Telephone et Telegraph Company (ITT) au Chili après le coup de Pinochet. N'était-ce la crise politique au Chili, il serait difficile pour ITT de recevoir la part si importante qu'elle obtint sur ses actions de Chitelco (the chilean telephone company) dans le processus de nationalisation [5].

# La diaspora haïtienne s'exprime (1/2)

L'analyse de Naomie Klein offre, ainsi, une perspective pouvant nous aider à saisir le jeu qui se joue dans cette conjoncture d'incertitudes où la constitution de 1987 amendée est muette sur ce qui doit arriver le 7 février 2016, date qui marquera la fin constitutionnelle du mandat de l'actuel président. Comme en 2004, un gouvernement de consensus devrait bientôt assurer la transition pour l'organisation des élections afin de retourner à l'ordre constitutionnel. Mais également en 2016, comme en 2004, les groupes d'intérêts ne sont pas en reste. Donc, l'analyse de Klein peut surtout aider à identifier, et par conséquent éviter, des stratégies du choc qui peuvent être mises en œuvre par des groupes d'intérêts nationaux et internationaux à la faveur de ces moments de crises pour imposer des **politiques publiques** qui ne seraient pas acceptées en temps normal. En fait, il est important de souligner que la promotion des intérêts de groupes n'est pas antinomique avec la démocratie et le développement. En Haïti, le secteur des femmes charrie dans l'espace politique ses propres intérêts. Ceci est également vrai pour le groupe des handicapés. Personne n'oserait faire obstacle à la loi exigeant un quota de 30% de femmes dans l'administration publique. De telles politiques sont rarement contestées. Cependant, s'il y a des propositions de politiques publiques qui ne font pas objets de contestation parce perçues presque unanimement comme justes, d'autres, par ailleurs, arrivent difficilement à être acceptées tant au niveau de l'agenda systémique qu'au niveau de l'agenda institutionnel [6].

Par exemple, quoique l'évasion fiscale ait toujours été une des pratiques privilégiées de certains sous-groupes du secteur privé des affaires [7], il a fallu les événements chaotiques de 2004 comme fenêtre d'opportunité pour que certains se fassent accorder trois ans de franchises douanières sous le gouvernement de transition. Une telle politique publique n'est pas injuste par le simple fait que ces mêmes privilèges ne furent pas accordés à tous ceux dont leurs magasins, entreprises et commerces furent également saccagés en 2004, mais surtout parce qu'elle constituait un manque à gagner en matière de recettes pour un État qui peine à financer ses dépenses et à bien remplir ses fonctions régaliennes. Ce n'est un secret pour personne que l'incapacité de l'état à offrir des services de protection sociale, de la santé et de l'éducation aux plus vulnérables est due, en grande partie, au problème de financement. Dans son bulletin fiscal de 2013, le Service d'analyse de la politique fiscal du ministère de l'économie et des finances note qu'il est difficilement concevable que les services susmentionnés puissent être offerts sans que les dépenses ne soient d'au moins 20% du PIB, soit presque le double du niveau actuel. Et les recettes de l'état constituent, d'après le bulletin, la source de revenue la plus sûre pour financer une telle hausse [8]. Pourtant, la Banque Mondiale note qu'Haïti, comparée aux autres pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, perçoit moins de recettes fiscales, en proportion du PIB [9]. Considérant ces défis, de telles exonérations de taxes accordées à ce groupe pendant une période de 3 ans ne pouvaient ne pas avoir de conséquences économiques. Analysant l'évolution des dépenses de l'État par secteur (en proportion des dépenses totales), Sophie Percellet remarque que la proportion des dépenses totales allouées au secteur social est de 18.19% au cours de l'année fiscale 2004-05 contre 24.15% pour l'année fiscale 2002-2003.

# PAPIER Japan Times BY REIJI YOSHIDA

***Nearly five years after the nation's worst nuclear accident, Tokyo Electric Power Co. has admitted that its staff failed to follow damage assessment guidelines, according to which they should have reported the meltdowns almost immediately.***

*A Tepco spokesman on Wednesday said the company's Disaster Management Manual requires a reactor to be declared "in meltdown" if 5 percent or more of its fuel rods are determined to be "damaged."*

*Tepco knew the extent of the damage early on. As of March 14, 2011, it estimated that 55 percent of the fuel rod assemblies of the reactor No. 1 and 25 percent of those at reactor No. 3 were "damaged," based on the levels of radiation detected, Tepco spokesperson Yukako Handa told The Japan Times by phone.*

*Yet, despite widespread public skepticism at that time, the company refused to use the word "meltdown" for a period of about two months.*

*This led to widespread public speculation about a cover-up and failure to admit the extent of the damage. The sudden removal of a nuclear regulator spokesman fueled this.*

*Handa said a meltdown would have been declared if the guidelines had been followed correctly. But she said Tepco reported its estimates of damage to the government immediately — as required by law — and its failure to describe the situation as one of meltdown did not break regulations.*

*"Executives in charge of public relations at the time of the accident were not aware of the assessment criteria written in the Disaster Management Manual," Handa said.*

*"They believed there was no clear definition of a 'meltdown,' so they didn't make any clear remarks about one," she said.*

*Handa said Tepco will investigate why it failed to follow the assessment manual.*

*Wednesday's announcement by Tepco was the first confirmation that such a manual even exists. NHK broke the news earlier in the day.*

*Whether to admit a "meltdown" was taking place at the plant was a sensitive topic for both the central government and Tepco from the start.*

*On March 12, one day after the tsunami knocked out power and cooling facilities, Koichiro Nakamura, a senior official at the now-defunct Nuclear and Industry Safety Agency, told a news conference that a "meltdown of a reactor's core" may be taking place at the Fukushima plant, given the radiation levels detected.*

*Nakamura was promptly removed from a PR position at the agency, sparking speculation of a government cover-up of something critical underway at the site.*

# Un récit de Fukushima, chap. 'CHOISIR ET JUSTIFIER'

*« Confronté à un désastre de ressources, Yoshida doit hiérarchiser les opérations à partir des quelques éléments à sa disposition (...) D'après Koen (1985), cette approche est le propre de l'ingénieur : « La méthode d'ingénierie est l'usage d'heuristiques pour provoquer le meilleur changement dans une situation mal comprise ou incertaine à partir des ressources disponibles ».*

*Interprétée et acceptée selon le contexte immédiat (et non selon un savoir absolu), une heuristique peut en contredire une autre. Les heuristiques se rapprochent en cela des stéréotypes du langage (Putnam, 1975; Anscombe, 2001). Elles participent à un univers représentationnel et ne constituent pas seulement un réservoir de 'solutions' toutes faites, mais forment un langage à l'aide duquel un problème peut être formulé. »*

Merci encore de votre  
attention !

**Marie-Eve SAINT GEORGES,**  
Université de Lille,  
[mesaintgeorges@gmail.com](mailto:mesaintgeorges@gmail.com)